

Qu'est-ce que le lien social ?

Entretien de l'Institut de formation de recherche et de promotion (IFOREP), à l' Association science, technologie, société (ASTS) :

Michel Juffé et Bernard Eme

7 novembre 1996

Marc Hatzfeld : Je ne reprends pas l'introduction que nous avons faite, Maurice Caron et moi, lors de notre précédente rencontre. Pour ceux qui n'étaient pas avec nous la dernière fois, nous avons parlé de l'histoire de cet aspect du mouvement social qui nous intéresse, celui de la gestion du social. Nous terminerons ce cycle de conférences par une interrogation sur le travail, et en particulier sur la façon dont la tradition du mouvement social interroge la question du travail telle qu'elle se pose actuellement. Mais aujourd'hui, lors de cette conférence, nous allons aborder la question qui nous paraît révélatrice d'une crise sociale actuelle majeure, c'est celle du lien social. Au cours de cette conférence, qui est introduite par Michel Juffé et Bernard Eme qui se présenteront tout à l'heure, la question que nous allons poser porte sur la façon dont le lien social se constitue. Quelle est sa nature ? De quelle façon il est énoncé aussi ? Quels sont les concepts qui l'alimente ? Et puis nous parlerons de la façon dont le lien social est aujourd'hui mis en question par la réalité actuelle.

Michel Juffé : J'enseigne les sciences humaines depuis une dizaine d'années à l'École des Ponts et Chaussées. Ça va de la communication à l'éthique, en passant par la sociologie. J'enseigne à de jeunes gens qui sont des débutants, mais qui se prennent pour l'élite de la nation, et c'est ce qu'on leur dit tous les jours. On essaie de leur montrer qu'ils ont besoin de réfléchir sur un certain nombre de questions. Par ailleurs, contraste total, j'enseigne aussi au CNAM — sur une chaire qui s'appelle « Organisation de l'entreprise ». Mes élèves ont entre 25 et 50 ans, parfois plus, et ont souvent une expérience professionnelle et des formations diverses et variées : technicien, ingénieur, informaticien, juriste, employé de banque, etc. Il y a régulièrement des gens d'EDF, de la SNCF mais aussi des gens qui travaillent dans des PME. Et là j'essaie de réfléchir avec eux sur ce qu'est une entreprise, ses buts, son destin...

J'ai aussi une expérience de consultant auprès d'entreprises diverses, dont EDF. Je me suis fait peu à peu une idée du lien social, à la fois philosophique — je suis philosophe de formation — et pratique. Ce qui m'a conduit à certaines élaborations sur le lien social en tant que tel d'une part, sur le lien social dans l'entreprise d'autre part.

Bernard Eme : Je suis chercheur au CRIDA, chercheur associé dans un laboratoire qui s'appelle le Laboratoire de Sociologie de Changement des Institutions et qui est dirigé par... et connu à EDF. Mon travail depuis une dizaine d'années tourne autour de ce qu'on pourra appeler les procédures de changement, de transformation des sociétés locales. Ceci en particulier à travers l'insertion et les services de proximité, toutes ces pratiques localisées de productions nouvelles, de nouveaux services, de nouvelles activités. C'est l'un des axes. Et mon deuxième : je suis enseignant, maître de conférences associé à l'Institut d'Études

Politiques. Je m'y occupe d'un DESS qui s'appelle « Politiques d'entreprise en développement social et en emploi ». Dans ce DESS, nous essayons de former des assistants DRH, qui ne soient pas seulement capables d'utiliser des outils, mais qui soient susceptibles de se poser la question du lien social dans l'entreprise, et celle de la relation du social et de l'économique.

Ma pratique d'enseignant interroge le lien social. Ma pratique de chercheur déstabilise, redéfinit le lien social.

Michel Juffé : Depuis sept ou huit ans on ne cesse d'entendre parler du lien social. On voit ça dans les publications de toutes sortes... c'est un mot à la mode. Ça n'est pas qu'une mode, bien sûr. Je me dis :... le lien social, on dit qu'il se déchire, qu'il se délite... Est-ce qu'on peut conceptualiser cela, est-ce que ça l'a déjà été ? Je me suis donc proposé de reprendre la question. J'ai été un peu surpris de ce que j'ai vu — parce que je n'ose pas dire "retrouvé" ou "découvert".

Pour aller droit au vif du sujet, je me suis dit : finalement, quel que soit le point de vue qu'on prenne — qu'il s'agisse d'entreprise, d'église ou d'Etat, peu importe, des groupes sociaux en général — il y a trois états de base.

Le premier est ce qu'on peut appeler un état totalitaire. Dans un tel état, on tend à l'unité. C'est-à-dire qu'il faudrait que tout converge : la science, l'économie, le social, tout. Enfin, il faudrait que tout se tienne étroitement et on développe donc des théories et des pratiques qui tendent à faire de la société un bloc.

Quand je dis totalitaire, ce n'est pas forcément communiste, bien sûr. Pour moi, le libéralisme pur et dur, c'est totalitaire. Ce n'est pas parce que ça s'appelle libéral que ça l'est... A partir du moment où c'est le seul mode de pensée, et où finalement tous les aspects de la vie sociale vont être passés au filtre de la même théorie, de la même idéologie, on est aussi dans un monde totalitaire. C'est ce que d'autres appellent "la pensée unique". Il peut y en avoir autant qu'on veut. Le principe de cette " pensée unique ", c'est qu'elle rejette les autres. Je mets aussi là dedans les intégrismes religieux. Je mets là dedans toutes formes de pensée, de théorie, de construction du monde qui disent : "La mienne est la seule bonne ; les autres sont inacceptables ou mauvaises."

A un autre niveau d'analyse, psychologique, voire psychanalytique, ça ressemble à des phénomènes qu'on observe dans toutes les sociétés, phénomènes de captation, de possession, voire — pour employer un mot très fort — de *cannibalisme*. C'est-à-dire qu'on n'accepte pas que l'autre soit autre chose que soi. On le tue, on l'absorbe. On réduit tout au même.

Je ne pense pas qu'il y ait une seule société au monde en prise uniquement avec ce totalitarisme. Je ne vais pas tomber dans le travers de dire qu'il y a de bonnes sociétés et qu'il y a de mauvaises sociétés. Mais, quand on voit par exemple l'histoire de la Russie des 70 dernières années, apparemment il y avait un bloc. Mais ce bloc s'est désagrégé très vite, et rapidement ont resurgi d'autres traditions, d'autres modes de vie, d'autres mœurs, bonnes ou mauvaises, peu importe, qui montrent bien que ce bloc n'était pas sans fissures. Apparemment, il n'y avait que ça ; mais par-dessous il y restait d'autres courants de pensée, d'autres façons d'être. Voilà un premier état.

Un deuxième état est ce que j'appelle un état dualiste, c'est-à-dire un état dans lequel on reconnaît bien qu'il y a les autres, mais comme adversaires, comme opposés : le prolétariat contre le patronat, ou la bourgeoisie contre le prolétaire ; les dirigeants contre les dirigés, les exclus contre les inclus. Cela induit une description du monde et de la société dans laquelle on peut tout expliquer par des oppositions polaires. Évidemment, on est plutôt d'un côté ou de l'autre. Mais on accepte cette bipolarité. On ne la nie pas. On n'essaie même pas de la réduire, parce que si on la réduit, on retombe au cas précédent, c'est-à-dire dans un monde totalitaire.

Cette bipolarité peut prendre des formes très diverses. Ça peut être des formes atténuées comme aux États-Unis, où les deux partis opposés ne sont pas à une grande distance l'un de l'autre. Si on prend la France, c'est beaucoup plus net : la droite, ce n'est pas la gauche ; et la gauche, ce n'est pas la droite. Donc il y a une structure bien bipolaire. De même entre les catholiques et les protestants, on fera tout pour montrer ce qui divise. Ou bien il y aura les monothéistes et les polythéistes. On pourrait assez aisément démontrer que dans les religions, y compris les plus monothéistes, il y a toujours des traces de polythéisme ; c'est évident dans le christianisme ; dans le judaïsme aussi, on pourrait montrer les anges, les archanges. Les gens vont vivre comme ça : nous on est des monothéistes, les polythéistes sont des sauvages. Etc. Je pourrai développer à l'infini.

Et puis il y a un troisième état, que je dirais pluraliste par opposition à dualiste ou moniste. Cet état est beaucoup plus ouvert. C'est-à-dire qu'on admet effectivement qu'il y ait des pluralités de positions, d'attitudes, de visions du monde compatibles entre elles. Et quand je dis "compatibles", ça veut dire qu'on n'a pas forcément à choisir ou à exclure l'une par rapport à l'autre. Par exemple, je disais "hommes et femmes". On est homme ou femme, effectivement, mais on peut très bien penser que dans l'homme " il y a de la femme " et que dans la femme " il y a de l'homme ", sans verser dans la perversion. Et de même que dans l'adulte " il y a de l'enfant ", et dans l'enfant " il y a de l'adulte ". Ce ne sont pas des choses figées entre elles, et je pense que s'il y a communication d'une partie de la société à l'autre — les jeunes, les vieux, les hommes, les femmes, les parents, les enfants, etc. — c'est bien parce qu'il y a de l'un chez l'autre, et d'une manière plurielle ; puisqu'un même individu va être à la fois un homme, un adulte, un enfant ; il va être un citoyen, un campagnard, il va être un professeur et un bricoleur, etc.

Nous vivons tous, en réalité, dans ces différents états. Mais en général on ne se présente pas comme ça. Par exemple, je me suis présenté comme un professeur, c'est vrai, mais j'aurais pu dire aussi : "J'aime bien travailler le bois." Pour moi, ce n'est pas une distraction, ça fait partie de ma personnalité autant que de donner des cours.

Donc, trois états. En fait c'est plus subtil, parce qu'on passe de l'un à l'autre. Mais on repère ça assez bien dans les mœurs, dans les comportements, dans les théories ou les pratiques politiques, ou syndicales, ou confessionnelles. Dans une même religion, on peut avoir des attitudes totalement intégristes, des attitudes dualistes ou des attitudes beaucoup plus ouvertes, polyvalentes.

Évidemment, j'ai dit à toute vitesse ce que j'ai mis deux cents pages à développer dans

un livre sur ce sujet¹. Je vais pour l'instant essayer d'illustrer par deux ou trois exemples. Prenons la politique : il y a une attitude moniste, dans la tradition... Puis il y aura des gens qui, au contraire, diront : "Nous, notre position, c'est la rupture ou la révolution permanente." Il y a aussi des partisans de la réforme. On aura trois modes d'actions politiques monistes, car chacun exclut les autres. Et puis, un pas de plus, des gens diront : "Oui, mais s'il y a une tradition, ce n'est pas incompatible avec le progrès." Donc ils ont une position dualiste. Donc ce serait : "Ah oui, oui, le progrès, mais avec la tradition." Ou alors : "Oui, la rupture, mais ce n'est pas opposé au progrès." Donc ils essayeront de combiner ces facteurs pour essayer de créer une espèce de dialectique. Et puis, on peut considérer que dans toute société, politiquement parlant, il y a des choses qu'il faut conserver, il y a des choses sur lesquelles il faut progresser de manière continue, et il y a des choses sur lesquelles il faut être révolutionnaire, il faut rompre. Je ne vais pas entrer dans les détails. Mais je me dis qu'on peut, sans être incohérent, soutenir politiquement ces trois points de vue *à la fois*. Le problème va être : dans quel domaine faut-il être conservateur ? Dans quel domaine faut-il être progressiste ? Dans quel domaine faut-il être révolutionnaire ? Il n'y a rien à exclure. Dans le contenu oui, parce qu'il est évident qu'on ne va pas se battre pour une chose donnée et la conserver, et la rejeter, et la faire évoluer doucement. On ne va pas être en contradiction avec soi-même.

Je vais prendre un exemple que j'ai vécu de près. J'ai formé — avec toute une équipe du CNAM, entre 1990 et 1993 — des cadres de la SNCF à la gestion des ressources humaines. J'ai étudié avec eux la grève de 1986, et spécifiquement les problèmes des conducteurs de train. Il faut vous rappeler que ce sont eux qui ont déclenché cette grève qui a duré près de trois mois. J'ai essayé d'analyser ce problème, et je me suis dit : les conducteurs de train, on les a toujours mis dans des obligations monolithiques ou dans des dualités, sans accepter de reconnaître toute la dimension de ce que constitue leur métier. Les conducteurs de train, c'est un corps social, qui commence avec les gars qui mettaient du charbon dans la machine à vapeur, et qui va jusqu'à ceux qui travaillent uniquement sur des cadrans et des tableaux, en particulier dans les TGV. Mais eux, ils se sentent les mêmes.

Et quand on a voulu leur dire : "Vous n'avez rien à voir avec vos prédécesseurs, ces types qui ont enfourné du charbon, qui s'en sont mis plein les yeux, qui avaient des masques", etc., alors qu'eux, c'est tout juste s'ils n'ont pas des gants chirurgicaux pour tripoter les boutons. On a essayé de leur faire croire que ce n'étaient plus les mêmes. Or, ils ont dit : "Pas du tout, pas du tout, on est en continuité. On ne va pas nous enlever notre tradition, on ne va pas nous enlever la fidélité à nos origines ! Et si on renonce à ça, on n'est plus des conducteurs de train, mais des presse-boutons."

Donc sociologiquement parlant, ce sont des gens qui réclamaient une identité sociale qui les liait aux premiers conducteurs d'il y a cent cinquante ans. Le premier train c'est 1834, je crois. Donc pour eux c'est continu. Et nier ça en leur disant : "Mais non, vous n'avez rien à voir avec vos prédécesseurs", c'est quelque chose d'insupportable, c'est en faire des orphelins, les déclassés, des gens qui n'ont plus d'histoire.

Maintenant il y a le point de vue d'accepter la différence, le rapport à l'autre, etc. Un point de vue de progrès continu. Et là, on leur disait : Vous êtes des conducteurs de train, d'accord, mais vous êtes des roulants. Les autres sont des "rampants", des stationnaires, des

¹ *Les fondements du lien social*, P.U.F., 1995.

gens du bureau, des “ culs de plomb ”. Et dans cette entreprise, on ne faisait rien pour les rapprocher ; les conducteurs c’est une race à part, les gens des bureaux une autre race à part, les commerciaux encore une race à part. Et ces gens-là vivaient — et à mon avis continuent à vivre — dans des antagonismes et dans une méconnaissance mutuelle assez forts. Ce n’est pas un hasard que la SNCF est l’entreprise française qui, à elle seule, totalise encore le quart des heures de grève en France. Il y a cinq ans c’était le tiers. C’est quand même énorme...

Donc une espèce de fractionnement entre eux. En plus, le slogan de la SNCF c’était encore récemment : "Le progrès n’existe que s’il est partagé par tous." Mais non, ce n’est pas partagé, là c’était divisé. C’était le progrès qui ne pouvait associer tout cet ensemble de gens du métier... Non, pas du tout. C’est chacun son pouvoir, avec des limites infranchissables entre les gens. Ce qui serait bien c’est de faire que chacun accepte la pluralité en disant : "Nous sommes tous des cheminots. Nous sommes des cheminots, les uns faisant ceci, les autres cela." Vis-à-vis de l’extérieur et dans les discours des dirigeants, c’est cela “ nous sommes tous des cheminots ”, mais en interne, non, en aucun cas.

Quant au dernier aspect, la rupture. Bien sûr qu’il faut qu’il y ait des ruptures. Mais assurer la rupture, c’est être capable effectivement de changer résolument la technique, c’est être capable de changer de matériel, c’est être capable de changer de conception, de ce que c’est que faire rouler des trains. On disait pendant longtemps à la SNCF : "On est là pour faire rouler des trains sur des rails." Or un changement culturel devait se faire et qui, à mon avis, n’est pas encore tout à fait accompli, qui était : "On est là pour transporter des voyageurs." Ce n’est pas tout à fait la même idée, parce qu’entre faire rouler des trains et transporter des voyageurs d’un côté on privilégie le train, et puis il y a des choses qu’on met dedans ; de l’autre côté il y a des gens qui se déplacent et il faut les aider à se déplacer : par rail, par car, etc.

Mais à partir du moment où on amalgame tout et où on dit : "On est progressiste", ou "On est conservateur", ou "On est en rupture", etc., et que cela est amalgamé à tous les niveaux, tout coince tout le temps. On dit aux gens : "Vos traditions, on n’a pas à les respecter." Eh bien, du coup, ils vont aussi s’opposer aux ruptures qui sont indispensables sur le plan de la façon dont l’entreprise se conduit par rapport à ses clients².

Je termine là-dessus. C’est pour illustrer les difficultés énormes dans lesquelles on se trouve quand on tient des raisonnements monolithiques, ou même dualistes. Je “ prêche ” l’idée qu’il faut être capable de voir le monde d’une manière plurielle. A partir du moment où l’on veut construire du lien social, je crois que si on veut arriver à des effets qui soient acceptables par le maximum de gens, il faut accepter aussi la pluralité des voix, des points de vue, des modes d’action. Et ce n’est pas donné, parce que normalement il y a une hiérarchie de ces points de vue, ou un point de vue unique. Et on va dire, par exemple, "les techniciens sont à un niveau donné, la majeure partie de la population est en dessous et les politiques sont au-dessus". On ne s’empêchera pas d’établir des hiérarchies strictes des choses et des gens, ce qui fait que cette pluralité des voix, des points de vue, et des modes d’action va être résorbée. J’essayerai d’illustrer... au cours de la discussion.

Marc Hatzfeld : Après cette proposition théorique, et à la fois concrète, de ce qu’est le lien

² J’ai longuement exposé ce cas, avec des commentaires fictifs de divers auteurs en management, dans un livre récent : *Pouvoirs et valeurs dans l’entreprise*, ESKA, 1996.

social, d'une façon un peu a-historique, qui pourrait se situer dans beaucoup d'autres temps et lieux, Bernard Eme va nous parler de la façon dont un problème actuel, et un peu *a contrario*, révèle le lien social par ses défauts.

Bernard Eme : Par rapport à ce qui vient d'être dit, je vais essayer de prendre une approche plus globale. Au fond, je me suis dit : comme je travaille sur l'insertion, est-ce que je ne pourrais pas introduire le sujet à travers cette notion qui est récente et d'ailleurs imprécise. Car, au fond, que désigne-t-elle, cette notion d'insertion ? Ne désigne-t-elle pas la construction d'un lien social ? Insérer est une notion récente, qui apparaît dans un premier texte officiel dans le début des années 1970, mais qui n'apparaît de manière massive qu'au début 1980 dans les lois, textes, règlements. Je pourrais faire tout un développement sur cette apparition de la notion. Qui se substitue à la notion d'intégration laquelle a, en sociologie, une densité extrêmement forte. Je ne vais pas rentrer là-dedans.

Donc, je me suis proposé de vous faire comprendre mon regard qui consiste à tenter, à travers l'insertion, de comprendre ce qui se joue de l'ordre de la constitution, de la fabrication d'un lien social ? Quel type de lien social se construit ? Est-ce qu'au fond, on est toujours dans une vision uniforme du lien social, tel qu'il a pu se construire dans la société de croissance, après la guerre, un lien social autour de la fonction productive, de l'emploi ? Ou est-ce que l'insertion n'est pas en train de révéler une société en voie de fragmentation, et donc de pluralité aussi ? Mais d'une pluralité dont les éléments n'ont pas la même légitimité.

Je vais essayer de vous démontrer ça. L'insertion s'est construite en fabriquant des mondes dans notre société, des mondes qui n'ont pas les mêmes types de valeur, pas la même légitimité. D'où se pose la question de ce qui fait lien social entre ces mondes. Je vais être plus précis. Je vais vous expliquer. En gros s'insérer, en quoi cela consiste-t-il ? C'est bien prendre quelqu'un qui vient de quelque part et le mettre autre part. Ça veut donc bien dire qu'il vient d'un monde — lequel ? Je voudrais pouvoir le nommer — et qu'on le mette quelque part ailleurs dans un autre monde. Et souvent, pour accomplir ce processus il faut passer par un monde intermédiaire. Ce qu'on appelle l'insertion. L'insertion, c'est quoi ? C'est tout à la fois le processus, le résultat, les personnes qui font l'insertion, les personnes qui sont en insertion. Et donc, c'est processus et résultat. Donc, un monde de départ, un monde d'arrivée et un monde intermédiaire. Parce que insérer, c'est bien mettre quelqu'un quelque part, comme on insère quelque chose dans un livre.

Alors que dans l'intégration, cela ne se posait pas. La personne trouvait une place dans la société. Elle était acteur du système. Et toute cette question des processus et des mondes ne se posait pas. Donc implicitement, vous voyez déjà, par ce simple argument, je réfute la notion d'exclusion". Il n'y a pas hors société quelque chose. Quand on est exclu, on serait hors société. Quel est le hors société ? Il y a des mondes où on est inclus, mais exclu du point de vue d'autres mondes peut-être ; mais on est toujours l'exclu ou l'inclus de quelque chose. Donc, vous voyez, il s'agit de relativiser autour de la diversité de mondes à l'intérieur de notre société, cette idée d'insertion.

Deuxième point. Le monde d'où on vient, n'est pas un monde désirable, puisqu'on veut faire sortir des gens de ce monde et on veut les conduire à un autre monde, vers un monde désirable. Il y a un monde non désirable, qui est celui peut-être de la marge, de la pauvreté, de la délinquance. Et on conduit ces personnes vers un monde désirable, qui est en

gros lequel ? Le monde économique marchand avec l'emploi.

L'insertion c'est au fond l'imaginaire d'un monde unique. L'insertion, telle que la pratiquent l'ensemble des acteurs au niveau local — là je théorise à partir de pratiques que j'ai vues, mais c'est à partir de pratiques — c'est au fond l'univers marchand et l'emploi salarié. D'où sont disqualifiés d'autres types de mondes qui pourraient être, pourquoi pas, le monde de la paresse. On pourrait aussi très bien s'insérer par le monde du bricolage à la campagne, etc.

Je voudrais montrer en même temps quelle pluralité de mondes se sont construits à travers l'insertion. En même temps, on vise un monde unique, mais on ne l'atteint pas. Le problème de l'insertion c'est, en effet, qu'elle n'atteint pas ce monde désiré de l'emploi dans l'économie marchande, puisque les gens restent en-deçà de ce monde dans lequel ils n'arrivent pas à entrer. L'insertion, c'est un échec par rapport à l'imaginaire premier qui était de reconduire toutes les personnes vers l'emploi dans l'économie. Très peu de personnes retrouvent ce monde de l'emploi dans l'économie marchande. Et elles restent en-deçà. Elles restent dans quoi ? Justement, dans une pluralité de mondes mais qui n'ont pas la même légitimité, qui ne sont pas reconnus comme le monde marchand, et donc l'emploi salarié dans le monde marchand.

Je voudrais vous montrer très rapidement qu'il y a pas mal de mondes. Je vais en prendre quatre parce qu'ils sont très historiquement datés. Le premier monde qui a été construit autour de l'insertion, c'est le monde de l'assistance occupationnelle. A partir d'une sphère donnée, c'est celle du travail social.

L'insertion est donc née dans le travail social dans les années 1965, c'est-à-dire en pleine période faste, où les premiers signes de déstabilisation apparaissent, mais c'est quand même une période faste. Et c'est au fond un monde de quoi ? Son objectif est d'essayer de faire rejoindre aux délinquants, aux marginaux, la société comme norme. Ce n'est pas de l'emploi qu'il s'agit. Dans les textes de l'époque on ne parle pas d'employabilité, on ne parle pas d'emploi. On dit : "Il faut qu'ils retrouvent la société" — le monde désiré, le monde de la société, mais c'est une évidence.

Le deuxième monde, c'est le monde désiré, c'est celui de l'emploi. Le monde intermédiaire, c'est l'apprentissage sur le tas. C'est ça qu'il faut bien voir. L'usage de cette notion conduit à la remise en cause de la formation. La deuxième logique qui vient se greffer, ce sont les dysfonctionnements des formations au début des années 1980. Et on retrouve les vertus, la vieille tradition du compagnonnage consistant à construire un métier sur la relation entre un apprenti, un tuteur, le compagnon, etc., et donc l'apprentissage sur le tas. D'un seul coup, on retrouve ces nouvelles valeurs. Et le monde désiré, c'est donc l'emploi, mais à travers cette figure du métier et de la relation apprenti-compagnon. C'est une redécouverte.

Le troisième monde qu'on voit se greffer c'est celui qui provient du local, c'est le lieu, l'enracinement, le terroir. Toute une tradition des pratiques d'insertion qu'on voit à l'heure actuelle trouvent ici leur origine. On pourrait en faire la généalogie. C'est vivre au pays. Vous retrouvez des militants de l'insertion qui ont été dans : "vivre et travailler au pays". C'est-à-dire le lieu comme racine, comme ressource culturelle, et donc l'emploi dans le lieu, essayer de redonner de l'emploi au pays. Ce n'est plus l'emploi ailleurs, etc. ; c'est l'emploi au pays.

Là, vous voyez, c'est un autre monde encore.

Et le dernier monde — il y en a peut-être d'autres, mais je pense que ce sont les quatre principaux — c'est celui qui est plus politique, qui est celui qu'on pourrait qualifier de citoyenneté active. La citoyenneté se crée, se construit. Elle n'est pas donnée seulement. On serait citoyen par le droit du sol ou le droit du sang, peu importe. Non. La citoyenneté se construit parce qu'on s'investit dans les affaires du politique. Et ça, c'est au fond la racine des régies de quartiers : luttes urbaines, maîtrise de la ville, des services urbains. Et l'insertion là, elle a sa racine dans la capacité à devenir un citoyen de son quartier, à maîtriser les flux économiques, sociaux, culturels de son quartier. On devient l'homme ou la femme de son quartier. On devient citoyen de l'ici et du maintenant, dans le quotidien. Donc, l'insertion, ce n'est pas tellement le lieu qui renverrait au terroir, à la culture, aux ressources comme dans le troisième. C'est plutôt le lieu comme maîtrise de la citoyenneté, ce qui n'est pas la même chose.

Or, ces quatre types de mondes seraient intéressants s'ils étaient déployés. Là on aurait une pluralité telle qu'elle a été évoquée tout à l'heure par Michel Juffé. Or le problème, c'est que ces quatre mondes, au fond, ne sont pas également légitimes pour les responsables politiques, par exemple, ou pour les administrations. Et donc les institutions se sont rabattues sur l'emploi salarié. C'est-à-dire que toutes ces petites choses qui émergent, ces logiques de projets qui surgissent dans les quartiers sont rabattues sur l'imaginaire de l'emploi salarié dans l'économie marchande. Donc, tout ce qui dans les quartiers ressort de quelque chose qu'on pourrait appeler, nous, l'économie plurielle, signifiant qu'il n'y a pas seulement l'économie marchande est nié. Or, il existe une économie non marchande, celle que contrôle l'Etat. Et puis il y a des manières d'économie informelles, des franges de l'économie qui sont non monétaires. Dont, entre autres, le bénévolat. Et tout cela n'est pas reconnu, légitimé. Les acteurs ont des conflits de légitimité. Et n'étant pas reconnus, ces mondes sont dévalorisés ; et ils deviennent des sous-mondes.

Ce que je voudrais souligner, c'est que les mondes de l'insertion sont donc des mondes variés, mais non-valorisés, non-reconnus, non-légitimes du point de vue de la plupart des acteurs politico-administratifs. Donc on arrive à ce constat qu'une part du lien social n'est pas reconnu. Parce que, ça construit du lien social tout ça pourtant. Cela signifie au bout du compte que les différences de légitimité entre ces mondes fragmentent le lien social. Et, ma grande interrogation, à l'heure actuelle, en tant que chercheur mais aussi en tant que citoyen est la suivante : est-ce qu'on ne va pas vers de nouvelles formes de stratification sociale. Ces mondes qui s'empilent, au fond, est-ce qu'ils ne construisent pas une nouvelle forme de stratification sociale ?

Au-dessus se trouve le monde de l'économie marchande, auquel encore beaucoup de gens appartiennent. Beaucoup de gens appartiennent à ce monde, même à travers des CDI, des contrats à durée indéterminée, etc. Mais il est aussi celui qu'on veut atteindre. En dessous — et là c'est du point de vue des représentations, ce n'est pas mon propre jugement de valeurs — se construisent d'autres mondes qui communiquent de plus en plus difficilement avec le monde de l'économie marchande.

Il y a donc, pour nous rapporter au début de ce débat, des pluralités, mais non reconnues, non légitimes ; des pluralités de mondes. On pourrait dire des pluralités de modes de vie, des pluralités de valeur. Et, ces pluralités sont, me semble-t-il, le fondement

de la démocratie : pluralité des modes de vie, pluralité des choix possibles. Or, est-ce qu'on n'est pas en train de saper des germes de vie en délégitimant ces mondes dont je parlais à propos de l'insertion ?

Je conclus en disant — et ça c'est plus pour permettre un débat avec vous — ce que je viens de dire, c'est pris dans des logiques instrumentales. Je voudrais quand même essayer de finir là-dessus, c'est que je crois que la valorisation, la légitimation de ces mondes n'est possible que si on part d'un autre type de logique que la logique instrumentale qui vise l'efficacité, qui vise l'obtention de buts. Pour le dire très bêtement : on ne produit pas de l'insertion comme on produit de l'électricité, une fusée Ariane.

Nous sommes ici en train de rentrer, au niveau social, dans des logiques de plus en plus instrumentales, alors qu'il faudrait repartir du monde vécu des gens. Je parle en particulier des quartiers où l'on voit que des modes et des pratiques d'insertion réinventent la vie et réinventent ce que j'appellerai la "civilité quotidienne". Je finirai là-dessus, c'était un peu le centre d'une recherche qu'on avait faite sur les régies de quartier, posant la question de quoi faire face à la violence sociale dans les quartiers ? Ces acteurs de l'insertion, au fond, permettaient aux gens de se reparler, de revivre ensemble, de n'être plus dans le monde de l'agression. Et donc ce que j'appellerais, avec Faro, "reconstruire de la civilité au quotidien", ce qui est le fondement et la base de toute forme de développement. Et la civilité au quotidien — je finirai là-dessus — je la définirais comme la reconnaissance des devoirs et des droits ordinaires dans les situations de quotidienneté. C'est-à-dire que je ne claque pas la porte devant la petite vieille qui passe dans le couloir, que je n'agresse pas le voisin parce que ceci ou cela, etc. ; qu'au contraire, j'essaie de construire des droits et devoirs réciproques, que ce soit dans le couloir, dans le jardin. Et c'est ça que les acteurs de l'insertion arrivent à faire dans les quartiers. Et ceci n'est pas légitime du point de vue des acteurs politico-administratifs.

Marc Hatzfeld : Merci à Bernard pour cet ancrage de la réflexion sur le lien social dans l'une des problématiques majeures sociales de l'heure. Je propose de déroger à la règle consistant à donner la parole à la salle, en demandant à Michel Juffé s'il n'a pas quelques commentaires à faire tout de suite sur cette dimension pratique qu'on vient d'entendre.

Michel Juffé : En écoutant cela, que je ne connaissais pas, à part quelques idées générales — je vois que l'histoire des quatre mondes m'intéresse bien. Le premier monde c'était l'artisanat, qui refléurait, on est dans le monde de l'entrepreneur au sens le plus classique du terme. Donc voilà un lieu d'insertion. Le deuxième, c'est le village. Dans les quartiers des villes on ne parle pas tellement du local. C'est à la campagne qu'on parle du local. Je ne dis pas qu'en ville il n'y a pas aussi du local. Mais la connotation habituelle du local c'est le petit, donc c'est le villageois. Et il y a d'un autre côté les quartiers, la ville. Et c'est plutôt là que l'on parle de citoyenneté, tandis qu'à la campagne on n'en parlera pas tellement. Donc il y a tout un vocabulaire, toute une idéologie, etc., dans ces trois choses-là. Or, ces trois choses-là, effectivement, sont des fragmentations de tout ce qui précède. Ça veut dire qu'en un certain sens ça pourrait être un progrès — un progrès dans un sens très très large, pas au sens de progressivité. Parce qu'on admettrait qu'il y ait trois modes, non pas d'insertion — parce que, comme Bernard Eme, c'est un terme que je trouve dommageable à beaucoup d'égards — mais trois modes de vie, tout simplement. L'un serait celui du métier, de l'artisanat, etc. ; l'autre serait celui du pays, du local ; et le troisième serait celui de la communauté citoyenne plus large.

En t'écoutant je me suis dis : finalement, qu'est-ce qui fait que ces trois modalités d'être — l'entreprise, le village et la ville — ne se combinent pas bien ? Ces trois modalités existent effectivement et on peut les vivre à la fois, les faire coïncider, ne pas les faire coïncider. Ou l'on peut en choisir une parmi les autres. Il y a une pluralité de possibilités, y compris une multiplicité de choix.

Mais qu'est-ce qui fait que ça ne passe pas très bien, en France en tout cas ? C'est qu'on vit toujours dans une idéologie du contrat social. Même si on veut un nouveau contrat social, ça ne change pas grand-chose. Il y a d'un côté l'Etat et de l'autre des individus qu'il faut garder atomisés. Parce que si l'entreprise devient quelque chose qui a un sens politique, ou si le village, ou la ville ou les quartiers des villes deviennent quelque chose, eh bien l'Etat périclité. Quand je dis "périclité", je n'entends pas qu'il disparaît. Je ne tiens pas un discours marxiste ou post-marxiste qui dirait : "Il faut faire disparaître l'Etat." L'Etat a une fonction aussi. Mais ça attaque la souveraineté de l'Etat car il y aurait alors plusieurs souverainetés, ce qui est contraire à l'idée de souveraineté telle qu'elle existe en France depuis près de mille ans : un emboîtement hiérarchique strict, du serf au roi. Et depuis trois ou même quatre siècles, depuis Louis XIV ou même Henri IV, on vit dans l'idée que la seule légitimité est celle de l'Etat. " Paris vaut bien une messe " ne veut pas dire que l'Eglise domine, ou partage le pouvoir avec le roi, mais, au contraire, qu'on est prêt à céder bien peu — la messe — pour avoir l'essentiel — le trône. Donc il n'y a qu'un souverain. Je ne suis pas en train d'aspirer à un retour au Haut Moyen Age, à la chevalerie et à la Table Rondes des Egaux, pas du tout. Mais on pourrait dire : voilà, on peut vivre dans toutes ces entités à la fois. On peut avoir des rapports avec l'Etat, et avec l'entreprise, et avec la ville, et avec le village sans que tout cela soit soumis à l'Etat.

Il y a quinze jours, j'étais à une soirée en Lozère... Il y avait d'un côté des manifestants qui s'opposaient à la construction d'une autoroute, des élus locaux et de l'autre, le directeur des routes du ministère de l'Equipement. Je peux vous parler des manières écrasantes de ce directeur, qui manipule tous les ans des dizaines de milliards. Eh bien, ce gars-là traitait de haut et les habitants, et les opposants, et les élus, tout le monde, parce que — comme il nous expliquait dans l'avion au retour — c'est lui qui fait la loi. Ce n'est même pas le ministre, c'est lui qui tient les manettes, etc. Il n'est pas paranoïaque, mais je pense qu'il a un pouvoir énorme, parce que le choix de la construction des routes, c'est ce Monsieur et ses subordonnés. On est bien ici dans une conception tout à fait monolithique. A la rigueur il va discuter avec les élus, parce que tous les ans le Parlement vote le budget du gouvernement, donc des routes. Mais l'idée que telle ou telle catégorie d'habitants pourrait dialoguer, ce n'est pas possible.

Je crois que tant que dans ce pays on n'aura pas abandonné l'idée du contrat social à la Rousseau, qui apparemment respecte tous les citoyens mais en fait les soumet complètement à l'Etat et à ses émissaires, tant qu'on n'aura pas inventé ces différentes modalités de vie sociale, qui tiennent à ce que l'Etat n'est pas le supérieur qui s'impose aux inférieurs, on vivra en régime de monarchie absolue. Je dis volontairement "monarchie absolue" même s'il s'agit d'un président de la République. Car la présence du contrat social interdit la pluralité. Celle-ci existe, bien sûr : on la rencontre tous les jours dans les quartiers, dans les villages, dans l'entreprise. Mais elle est étouffée, elle est aliénée. Là, j'utilise volontairement un terme marxiste, parce que la pluralité n'a pas le droit d'être elle-même, elle ne peut être vécue que comme une opposition, ou comme une déviance, ou comme une

perversion. Si des élus locaux, une population locale ont le désir de construire un mode de vie qui est le leur, ils vont transgresser immédiatement les règles de répartition des budgets, les règles de finances, etc. L'élu local est un pauvre bougre qui se contente d'utiliser des lignes budgétaires que lui octroie l'Etat, alors qu'en principe un maire — il y en a 36 000 en France — devrait avoir une forte autorité sur son territoire.

Ce qu'il faut discuter aussi, c'est quand tu dis : " tout ça c'est l'aliénation du monde marchand, etc ". Oui, le fait qu'il domine est dommageable. Ceci dit, qu'il y ait des gens que ça excite dans la vie, la rentabilité, le progrès économique, la marchandise, etc., pourquoi pas ? Il ne faudrait pas prendre le contre-pied et dire : "Ce monde-là est mauvais intrinsèquement." Ce qui est mauvais, c'est quand il veut s'imposer à tous les autres. Il est bon, aussi, qu'il y ait des marchands, qu'il y ait des politiques, etc.

Il ne faut pas rejeter ce qui est dominant et qui nous déplaît. Je suis pas en train de dire " à bas l'Etat ! Vive l'anarchie ! " Chaque chose à sa place. Que chaque mode de vie puisse avoir et sa liberté et sa légitimité d'expression. Aujourd'hui on en est très loin.

Marc Hatzfeld : Voulez-vous poser des questions pour continuer le débat ?

Monsieur X : La question que je me pose en vous écoutant, c'est : est-ce que cette légitimité, elle peut venir, ou elle doit venir uniquement des technocrates politiques ? Les syndicats, par exemple, quel regard ils portent, alors qu'ils sont dans la sphère économique, et en même temps ils ont une place particulière dans cette sphère. Quel regard peuvent-ils porter sur ce monde ?

Bernard Eme : Je réponds par un exemple concret. Je ne vais pas répondre par une théorie. Le prends le cas du Québec. On voit qu'il y existe des espaces locaux d'exercice collectif de la gestion. Et les initiatives sont prises avec les autorités municipales, les syndicats, le patronat et le milieu associatif à part entière. Les syndicats y participent. Par exemple la CSM au Québec qui est le deuxième syndicat au Québec, vient de développer une charte au congrès sur l'économie solidaire. Cette charte affirme non pas la disparition de l'économie marchande, mais l'idée d'une pluralité possible d'activités économiques. C'est-à-dire que d'un côté l'économie marchande est tout à fait légitime, mais il existe d'autres formes d'économie. Et dans le jeu des rapports de forces, les syndicats, les associations et parfois les élus arrivent à construire des projets qui sont en train de conférer une légitimité à ces activités qui, pour nous, jusqu'à maintenant, n'étaient ni valides ni légitimes.

Prenez par exemple l'histoire des emplois-ville. L'impression est forte qu'on est en train de construire des emplois qui ne sont pas légitimes aux yeux de tous.

Par rapport à cette question des syndicats, il est intéressant de constater que beaucoup de syndicalistes militent dans les pratiques d'insertion, dans des entreprises d'insertion, des entreprises d'intérim d'insertion. Mais ils le font toujours en tant que syndicalistes de base. Et c'est complètement coupé de leurs pratiques de syndicalistes. Je ne veux pas dire qu'ils ne souffrent pas. Ils arrivent à jouer les deux. C'est d'ailleurs intéressant. Mais on sent bien que la liaison ne se fait pas.

Michel Juffé. Mon impression est, notamment par rapport aux syndicats, mais aussi en général, que si quelqu'un dit : "Dans tel domaine j'agis comme ça, dans tel autre comme ça,

dans tel autre d'une autre façon encore, et je peux en parler, parce que ce n'est pas le même terrain, ce n'est pas la même expérience, ce n'est pas la même position que j'ai, ce ne sont pas les mêmes objectifs", on va l'accuser de duplicité, ou de fausseté, ou de mensonge. On va dire : "Voilà quelqu'un qui porte de multiples visages, qui est-il en réalité celui-là ?".

Chacun est donc conduit à présenter une seule face, dans un lieu ou dans un autre. Ce qui fait vivre souvent cela comme des clivages, donc douloureusement. Parce qu'en réalité, c'est toujours la même personne qui à la fois, devra être en lutte dans les entreprises où la hiérarchie est extrêmement imposante et virulente, et à d'autres endroits, va être dans un milieu plus ouvert.

Parlons syndicat proprement dit. L'an dernier, j'ai travaillé un peu chez Renault, d'une manière marginale. Je ne travaillais ni pour la direction, ni pour le syndicat, je travaillais pour l'Institut de la Qualité et du Management, qui est un peu sur la touche. J'ai rencontré des cadres supérieurs, des syndicalistes, des cadres supérieurs proches de la direction, des opposants, de tout je dirais. On a réussi à former un petit groupe de travail tout à fait officieux, à la composition très hétérogène, par les fonctions, les parcours professionnels, les ambitions, la perception de l'entreprise, la formation de base, l'âge, etc.

Je ne vous dis pas la difficulté de mettre ça au point, parce que ceux qui s'occupent de stratégie ont un raisonnement strictement économique. Les syndicalistes ou les socialistes du groupe ont une attitude militante. Et puis il y avait le genre "ingénieur de base", qui ne voyait que la fabrication des bagnoles. Tout le reste, à la limite, les problèmes économiques et sociaux, etc, il s'en moquait. Je caricature un peu.

Et tout l'art était de faire qu'on puisse parler ensemble, reconnaître que les soucis de tous étaient légitimes — le technicien qui ne pense qu'à son moteur, celui qui ne pensait qu'aux mouvements sociaux, celui qui pensait économie — et de composer cela ensemble. Je ne dis pas qu'on a réussi. Mais ce qu'on a réussi à faire, c'est ne pas se taper dessus, et essayer de dire : "Mais oui, il faut tenir compte de cette pluralité de points de vue, d'enjeux, etc., qui sont tous honorables." C'est-à-dire que quand quelqu'un nous disait : "Attendez les gars ! Vous voulez qu'il y ait plus d'harmonie dans la maison, qu'il y ait plus d'ouverture, qu'il y ait plus de dialogue, que ça communique plus entre les usines, les commerciaux et les industriels. Vous rêvez, on n'a pas le temps, on a autre chose à faire." Et quand un autre disait : "Toutes ces histoires pour quoi ? Renault n'a qu'un but dans la vie, c'est de fabriquer de belles bagnoles et de bons moteurs", c'était parfaitement légitime. *La difficulté est là, d'admettre que tous ces discours sont légitimes dans la mesure où ils ne rendent pas les autres illégitimes.*

Bernard Eme : Je pense que tu sous-estimes le mouvement de prise de pouvoir des élus locaux. Par exemple, en ce qui concerne le social, les cas les plus politiques au niveau local. C'est parce que je voudrais dire quelque chose sur la question qui a été posée sur la légitimité, une légitimité qui pourrait provenir d'autres acteurs. Je crois que le verrou, les blocages, les verrouillages, les inerties à l'heure actuelle proviennent en grande partie, non pas de la classe politique, en haut l'Etat, le système politico-administratif, l'Etat républicain, etc., mais du système politico-administratif local. Je crois que la politique de la ville est un échec retentissant, depuis vingt ans, à cause de l'attitude des maires. On le sait bien. Ils sont incapables d'entendre ce travail des habitants, ce travail civique sur eux-mêmes.

Donc ça boucle un peu ma réponse par rapport au Québec. Prenez le président de l'Association des maires de France. C'est un RPR bon teint, ce type d'élus commence à se poser de sérieuses questions. Quand on les entend, ils s'interrogent vraiment sur la transformation de leur rôle dans les prochaines années.

Monsieur X : Je voudrais changer un peu de sujet. Vous n'avez mis ni l'un et l'autre l'accent sur la question des pluralités ethniques. C'est quand même un aspect important dans les villes et sur les problèmes d'insertion. Ça apparaît comme un élément essentiel. Aujourd'hui, une partie des gens qui se retrouvent dans la marge, ce sont quand même des gens issus de l'émigration.

Michel Juffé : En marge par rapport à qui ? Parce que entre eux, ils ne sont pas du tout marginaux. C'est ce qui est même gênant dans un sens, parce qu'il y a une ghettoïsation très forte. D'un côté, on pourrait dire qu'on est Blanc ou Noir. Dans le pire des cas, le Blanc... c'est bien, le reste c'est le mal. Ce sont les position de Le Pen. Mais il y a une position plus subtile qui est de dire : effectivement, il y a des Blancs, il y a des Noirs, il y a des Jaunes, il faut les respecter tous. Et les métis ? C'est ça la tierce position pour moi ; il y a aussi des métis. Ils sont quoi, ceux-là ? Si on dit : "Je suis fier d'être Noir ou Blanc", on accepte ce Noir ou Blanc. Désolé, moi je ne suis ni Noir ni Blanc. Je suis les deux ou je suis encore autre chose. Il est Blanc, il est Noir, et il est autre chose encore... l'indéfinissable : c'est un métis. Et des formes de métissage, il n'y en a pas deux ou trois, mais il y en a des centaines ou des milliers, parce qu'on peut composer — pas à l'infini, mais beaucoup.

Alors c'est quoi les métis ? Il est évident que le métissage comporte des degrés. Ce qui nous ramène au même problème qu'avant. Il y a le village, la ville et l'entreprise. Ça aussi ça se métisse. *Je pense vraiment que la meilleure humanité, c'est le métissage* : métissage politique, social, culturel, etc... Je ne dis pas "racial", parce que les races n'existent pas. Mais c'est ethnique, l'ethnique existe, quand on l'a rencontré on le sait.

Les mœurs sont les mœurs ; on ne peut pas faire semblant d'avoir tous les mêmes mœurs. Ce serait délirant. Mais ça se métisse, les mœurs. Quand les gens naissent vraiment métis, c'est-à-dire inter-culturels, ou bien ils le vivent atrocement mal parce qu'on les somme de choisir ou bien ils tissent de nouveaux liens sociaux, ils "mé-tissent", si l'on peut faire ce jeu de mots.

Bernard Eme : L'existence de plusieurs mondes ne date pas d'aujourd'hui. Ce qu'on appelait la classe ouvrière, la petite-bourgeoise, la bourgeoisie intellectuelle constituait des mondes liés par des intérêts communs qui passaient par la production. Mais ça passait aussi par l'idéologie, c'est-à-dire qu'il y avait soit une morale, soit une religion, soit une utopie qui cimentait tous ces groupes.

Je pense qu'aujourd'hui, il ne faut surtout pas revenir à ça. Je crois que la difficulté, c'est d'arriver à penser qu'on ne peut pas revenir en arrière, rien ne serait comme avant. Le danger, par exemple, de vouloir recimenter ces groupes à travers la religion, c'est un projet lepeniste. Mais ça pose quand même la question suivante : si on ne peut pas revenir en arrière, comment ces mondes qui se transforment, qui ne sont plus les mêmes, vont pouvoir quand même communiquer ? Je pense que ça devrait passer essentiellement par la décentralisation du pouvoir politique, au niveau des régions et des communes. Mais je dirais au niveau aussi de nos habitudes, parce que nous sommes structurés selon un modèle

centralisateur. Quand je dis "nous", je parle du mouvement social, ou du mouvement syndical. Il y a encore des structures qui datent, et la peur de décentraliser le pouvoir est encore vivace. C'est pour moi une assez grande question, parce que je ne vois pas comment la démocratie pourrait s'exercer. Si l'on parle de démocratie avec un pouvoir jacobin, ce sera sûrement l'échec.

Et puis, il y a un autre phénomène qui me semble pesant pour l'avenir, c'est ce vers quoi nous marchons, c'est-à-dire vers une civilisation de plus en plus urbaine. Quand on sait qu'en l'an 2015, 60 % de la population du globe vivra dans des villes, c'est-à-dire 5 milliards sur 8 milliards d'habitants, ça pose certainement des questions par rapport à l'existence et au développement de ces mondes et à leur interaction, et à la communauté. Les problèmes s'additionnent au fur et à mesure du style du développement.

Michel Juffé : Revenons sur ces trois points.

L'urbanisation : c'est vrai dans les pays en développement... Dans les pays hautement industrialisés, on assiste d'une manière indubitable à une rediffusion suburbaine, rurale, semi-rurale, et même c'est plus compliqué encore. Ce n'est plus le rural et l'urbain, c'est le périurbain, le péri-rural, justement une diversification. Il y a encore dix ans, on n'en était pas sûr. Mais l'élan est acquis. Ce qui fait que la région parisienne va continuer à croître en-deçà des prévisions qu'on avait faites. Ce n'est pas incompatible avec le fait qu'en certaines parties du monde il y aura plus de mégalo-poles, etc. Mais il y a des tendances qui s'inversent.

La décentralisation : si elle consiste à enlever du pouvoir au centre, pour donner le même type de pouvoir à des maires, à des présidents de conseils généraux ou régionaux... qu'ils exercent de la même façon que le centre en l'imitant, on n'a rien gagné. Parce que, pour revenir à ce que Bernard Eme disait tout à l'heure, j'ai vu à l'œuvre certains élus locaux. Il n'y a rien de démocratique dans leur façon de faire. Il était question à un moment donné que je monte avec des élus un projet. Ils étaient bien d'accord pour travailler avec moi en tant qu'expert. Mais quand j'ai dit qu'on pourrait créer une association, qu'on pourrait consulter le corps social dans son entier sous différentes formes, c'était non. "On monte le projet et après on leur en fera part". Pourquoi ? Parce qu'ils ne pensent qu'à une chose : la prochaine élection. Ce qui serait intéressant, ce serait que l'ensemble de la population, sous des formes diverses et variées — je ne dis pas tout le monde... — qui représente l'ensemble des courants, les forces vives, on peut appeler cela comme on veut, participe. Décentraliser oui, si c'est en même temps démocratiser. Ce n'est pas facile.

Quant au troisième point, la religion, j'avoue que je ne suis pas d'accord. Qu'est-ce qui fait que le lien social tient ? Ce sont des croyances partagées. Alors des croyances de toutes sortes, parfois subtiles, parfois grossières, caricaturales, répugnantes, tout ce qu'on voudra. Et c'est ça la religion. Un monde sans religion, on ne peut même pas l'imaginer : la lutte des classes c'est une religion, les droits de l'homme, c'est une religion. *Le lien social est constitué par le fait que des gens partagent des croyances, des convictions, des idéologies, des utopies ou des religions.* Si nous n'avions pas ça, que nous resterait-il ? On boit, on mange et on dort. Il ne faut pas jeter le bébé avec l'eau du bain. Et quand vous dites qu'il n'y a que Le Pen qui se réclame de la religion, je réponds que je ne suis pas lepéniste — rien que l'idée m'en donne des frissons, et c'est le moins que je puisse dire — mais je me réclame de la religion. Prenons un autre exemple. Si on dit : "la fidélité est une valeur importante". Est-ce que c'est

réactionnaire, intégriste ou pas ? Moi je trouve que c'est une très belle valeur... Dans une société : être fidèle à ses convictions, à soi-même, aux voisins. Tout dépend de ce à quoi, de ceux à qui on est fidèle.

Bernard Eme :... Je reviens sur cette question. C'est, me semble-t-il, à travailler avec des élus aussi, à faire des recherches sur les villes, etc. On voit bien à l'heure actuelle qu'on ne peut pas transformer le pouvoir politique sans transformer le rapport à la société civile. Je me suis mal exprimé tout à l'heure. Le but est là : c'est la transformation des rapports entre le pouvoir politique et la société civile. Et là, on retrouve quelque chose sur lequel je suis assez d'accord avec Michel Juffé. Ça veut dire qu'on cherche à inventer de nouvelles formes d'organisation intermédiaires dans la société civile. Mais ce n'est pas passif, ce n'est pas réactionnaire. On va tenter de trouver ou d'inventer de nouvelles formes de médiation. C'est là que le milieu associatif a un rôle à jouer. Encore que ce milieu soit fort composite. Mais entre l'AFPA et les joueurs de boules du coin, la notion d'association recoupe la même chose.

Donc il faut essayer d'inventer là. Il y a quelque chose, me semble-t-il, qui est lié vraiment au thème central du lien social. Ce sont de nouvelles formes de corps intermédiaires qui ne sont plus dans la féodalité mais dans l'espace à construire pour la démocratie actuelle. C'est-à-dire qu'on a un espace commun, ce que j'appelle le "communautaire moderne". C'est-à-dire un communautaire qui n'est pas nécessairement celui de la tradition. Il peut y avoir des éléments de tradition. Mais l'essentiel tient en la discussion dans l'espace local, discussion qui construit la politique. Et donc ça veut bien dire de nouveaux rapports entre les élus, le corps politique ou politico-administratif et cette société civile.

Pour prolonger ce que je disais antérieurement sur la question de la pluralité ethnique. Je viens de finir une recherche sur la question : "Qu'est-ce que font les associations dans un quartier ?" Autant les associations de joueurs de boules, les syndicats, le club de foot, les lieux de garde pour enfants associatif, etc. Eh bien, on voit qu'elles permettent le métissage social justement. On n'est pas sur le modèle de l'assimilation, le modèle qui veut que l'individu s'intègre à la République en oubliant son ethnicité, sa culture. Non, l'individu s'intègre par le moyen de ces associations et il le fait en conservant sa culture, en l'apportant à la société ; mais en même temps en étant pleinement acteur de cette société. Donc il y a une implication réciproque, et on voit bien là que les acteurs de terrain, ceux qui font du travail de terrain, les associatifs, etc., ils ont opté pour ce type d'intégration. C'est une intégration de métissage social et d'échange culturel.

Monsieur X. : Au temps de ma jeunesse, on se trouvait placé devant des modes d'associations qui étaient portés par des projets, des enjeux de société. Ça fonctionnait un peu comme ça : "Viens avec nous, on va bâtir un monde meilleur." Ce mode a eu son temps. Il a eu sa nécessité certainement. Aujourd'hui les choses se passent différemment. Et de vouloir revenir à ce mode aurait quelque chose d'un peu totalitaire. Maintenant, c'est par le biais de la décentralisation, de la démocratie locale, par le jeu de l'échange, que l'on décide d'un projet, que l'on décide de bâtir quelque chose de mieux.

Monsieur Y. : Oui, c'est extrêmement intéressant, tout ce que vous dites. Il me semble, malgré tout, que pour ce qui concerne les liens sociaux, si on regarde le fonctionnement — du moins d'après ce qu'on peut en savoir — de la grande bourgeoisie, on voit que c'est un

melting pot tout à fait remarquable. Ce melting pot a réussi dans son projet à mélanger des ethnies, des cultures, et il sait parfaitement défendre ses intérêts. Ce que je veux dire, c'est que là le lien social porte un nom : défendre ses intérêts. C'est parfaitement clair. Y compris par des stratégies de mariage, des stratégies de toutes sortes, y compris culturelles, à travers des lycées, l'éducation sur les langues est tout à fait remarquable. Ça marche parfaitement pour sauvegarder leurs intérêts. Ce que je veux dire simplement, c'est que de tous les mondes dont vous parlez, il me semble que la grande bourgeoisie a réussi l'intégration. C'est la première question. Ou plutôt, c'est une remarque.

La deuxième question est vraiment une question. La contrepartie de la grande bourgeoisie est constituée par ceux qui n'ont pas accès au monde économique. On peut parler d'associations et tout ce qu'on voudra, mais quand il n'y a pas concrètement d'argent à la clé, vous me racontez ce qu'on fait. Je veux dire que ce n'est pas si simple. Il y a quand même ce substrat économique extrêmement lourd, extrêmement fort. Il me semble qu'il y a là un lien social à travers ce lien économique, qui paraît très fort, prégnant, qu'on voit tout le temps.

La deuxième question me rappelle ce qu'on appelle l'Etat subsidiaire. Est-ce que vous pourriez me dire ce que vous en pensez, même si la notion d'Etat subsidiaire" est rabâchée. Quand on voit d'ailleurs le fonctionnement de la Commission économique européenne, c'est intéressant. Que pensez-vous du rôle de cette notion de subsidiarité dans la construction d'un système qui permette de tisser le lien social ?

Christine Castejon. Je ne sais pas si c'est une question ou une opinion, ou alors il y a plein de questions, et vous choisirez laquelle. Je voulais dire mon total désaccord avec une des choses qu'a dite Michel Juffé au début, justement sur le fait qu'il ne faudrait pas accuser le monde de la rentabilité, en faire le mauvais monde ; qu'il faut l'accepter au même titre que les autres.

Je crois que justement le problème, c'est que ce monde-là bouffe les autres, et par nature, et que donc il est mauvais. Évidemment, je résume.

Michel Juffé : Je m'insurge contre cela. Et pourtant, Dieu sait que je n'aime pas ça, le grand capital, ça me déplaît au moins autant qu'à vous. Mais je me dis que dans toutes les époques de l'humanité il y a eu des marchands, et ce n'est pas un monde mauvais. On ne peut pas dire que les marchands sont mauvais. S'il n'y a plus de marchands, à part le mariage, qu'est-ce qui va rester comme contacts dans notre société ? Il faut bien des marchands. Ils ne sont pas forcément dominants. Ne confondez pas les quatre derniers siècles en Occident, à présent imité par l'Orient, avec toute l'histoire de l'humanité dans l'espace et dans le temps. On ne peut pas dire ça. Il y a toujours eu des marchands. Et pour ce qui est de l'argent, du capital, etc. : dans toutes les sociétés, il y a eu des moyens monétaires. Le problème, c'est quand le moyen devient la fin. Imaginez un monde où demain tout serait dominé par les savants. Ça ne serait pas mieux. Ça serait abominable, un monde où la science dicterait les manières d'être sociales, toutes les manières d'être. Ainsi, le monde de la biotechnologie ou les neurosciences, où on fait de vrais progrès... on n'en est qu'au début. Peut-être qu'un jour — et certains, on le voit avec les affaires d'hormones, de clones, de vaches folles, de sang contaminé, etc. aimeraient que ce jour arrive tout de suite — la valeur dominante ça sera les manipulations génétiques. Ça sera un monde épouvantable. On dira qu'il est intrinsèquement mauvais. Et pourtant, les biotechnologies, du moment qu'elles restent à

leur place, qu'elles ne prétendent pas être toutes-puissantes, sont un réel apport pour l'humanité.

Christine Castejon. Vous y avez fait plusieurs fois allusion. Le problème, c'est que ce pouvoir-là, aujourd'hui, il s'impose aux autres et qu'on est pris dans un monde de marchands. Le problème est que ce monde de marchands est un monde sauvage. La force avec laquelle le capitalisme est lancé et avec laquelle il entraîne l'ensemble des autres formes de vie, ce n'est plus un monde de marchands. C'est un monde où, à la limite, au contraire, il y a une concentration ; il n'y a plus la liberté de l'échange comme le voulaient les marchands. Il y a une concentration totale aux mains d'un pouvoir.

Je le dis avec vivacité, mais je peux le dire plus calmement et sans forcément faire allusion aux analyses marxistes. Je ne sais pas si vous connaissez le travail de Godelier qui s'appelle *L'Enigme du don*, qui vient de sortir. Je trouve qu'il décrit très bien le mouvement de marchandisation croissante qui fait qu'on a complètement oublié que quelque chose forme en grande partie le lien social, c'est la possibilité de donner. Il y a une certaine... au don. Aujourd'hui, le système tel qu'il est nous entraîne de telle façon qu'il n'est plus possible de donner. Tout devient marchand. On n'est pas d'accord, c'est évident, mais le problème est là. Il est bien de savoir : est-ce qu'on peut faire une analyse juste de la place qu'a pris ce pouvoir de l'argent ? Et à mon sens, le pouvoir des savants va avec le pouvoir de l'argent. Le pouvoir positiviste, celui qui détient la parole, qui détient la vérité, c'est un pouvoir scientifique qui va avec le pouvoir de l'argent. Parce que c'est celui de la certitude, c'est celui du non-doute et du non-don justement.

Michel Juffé : Vous dites que le monde marchand s'impose, qu'il est abominable. Je préfère quand même celui-là où il y a pleins de modes d'échange que le monde purement totalitaire où plus rien ne s'échange. Si ça ne passait plus par l'argent, ça passerait par autre chose. Le pouvoir peut passer par quelque chose de beaucoup plus profond que l'intérêt. L'intérêt ce n'est pas très profond. Il y a des gens qui agissent contre leur intérêt. C'est vrai que c'est très mortifère, et là je vous rejoins. Mais reportez-vous huit siècles en arrière. A ce moment-là qui domine le monde ? C'est le monde de l'Eglise. C'est le clergé... Ce n'est pas l'argent... Et le clergé ne possédait pas les biens des gens, il possédait leur âme... C'était peut-être pire, en tout cas pour ceux qui le croyaient et étaient terrorisés face à l'Eglise. Sans même parler de l'Inquisition...

Mais l'Eglise aujourd'hui s'est complètement désengagée. Il n'y a plus de prêtres, il n'y a plus de vocation. Pourquoi ? Parce que ce pouvoir a été tellement dominateur qu'il a provoqué un rejet phénoménal. Il a été l'artisan de sa propre destruction. Et pourtant il existait et existe toujours de très belles et bonnes choses dans le catholicisme. Cette grande bourgeoisie — dont je suis tout à fait d'accord qu'elle domine aujourd'hui, avec morgue et mépris, avec insolence et dans un état de profonde corruption morale — qui veut tout conserver, elle se condamne aussi à terme. Mais ça ne veut pas dire pour autant que ce type — l'idéologie marchande, capitaliste — est totalement mauvaise.

Bernard Eme : Je voudrais juste faire une remarque. Je pense qu'on est sur un malentendu total. Ce n'est pas une logique marchande qui est en œuvre, ce n'est pas la logique du marchand. C'est une logique de puissance, ce qui est tout à fait autre chose. Prenons un exemple. Vous regardez la COFACE. La COFACE, c'est ce qui sert à garantir nos exportations. On dit qu'on a vendu Airbus : logique marchande absolument extraordinaire. Eh bien, pas du

tout. C'est nous les contribuables qui payons. Ce n'est pas une logique marchande, c'est une logique de puissance de l'Etat. Ce qui est tout à fait autre chose. Donc là, je rejoins assez votre analyse, c'est qu'il y a l'économie marchande, de marché, avec les marchands, puis au-dessus ce que Braudel appellerait "l'économie capitaliste de puissance". Et on le voit bien par exemple en Russie à l'heure actuelle où il y a une intrication extraordinaire entre la Mafia et cette logique de puissance.

Et donc, on n'est plus dans cette logique marchande, on est bien dans une logique de domination, d'exacerbation de la puissance. Et je crois que là, dans notre discussion, il y a une espèce de malentendu.

Juste le deuxième petit point, c'est par rapport au don. Tu as une petite note assassine dans ton bouquin sur les anti-utilitaristes. Je pense qu'il faut aussi penser ces logiques économiques comme des métissages. Pour notre part, nous parlons d'hybrides. Ces logiques économiques peuvent s'hybrider. C'est-à-dire la logique du don, la logique marchande et la logique de l'Etat qui est non marchande peuvent parfaitement s'hybrider dans de nouvelles formes d'organisation économique. Et c'est ça qu'il me paraît nécessaire de privilégier. Car là s'opèrent des formes de pacification. C'est-à-dire le non marchand, le non monétaire, le don pacifient le marchand. Ça devient extrêmement compliqué à analyser. Pour l'instant, c'est minuscule quantitativement, mais c'est un substrat important, par exemple dans les associations. Et voir comment ça induit des fonctionnements complexes, très fins, en termes de régulation, de rôles, une hybridation des économies qui ne soient plus pensées seulement de manière cloisonnée, mais aussi en s'articulant.

C'est au fond ma réponse au lien par l'économique. Est-ce qu'on ne peut pas envisager des formes alternatives autour de ces nouvelles formes d'économie subtiles qui hybrident les formes de redistribution de l'Etat : le bénévolat ou les contributions volontaires et puis des formes marchandes. Il y a des organisations, des entreprises qui fonctionnent sur ce mode et qui contribuent à un renouvellement des formes de l'économie sociale. C'est une hypothèse qu'on peut faire. Elle implique de ne pas raisonner que dans les termes de l'économie marchande.

M. X. Ce que vous avez dit concernant le pouvoir me paraît redoutablement vrai. Il ne faut pas oublier que les grandes puissances économiques ne sont pas immatérielles, mais il est cependant très difficile de savoir qui se trouve derrière. Les intérêts américains qui représentent plusieurs fois le budget de la France. On connaît les quelques hommes qui les gèrent, ça représente plusieurs fois le budget de la France. C'est quand même quelque chose d'extraordinaire comme puissance de feu, je dirais.

Ceci étant, ce qui me paraît important à travers le lien social, c'est qu'il repose sur un système de valeurs partagées par un groupe à un moment donné. Mais la question que je pose est la suivante : est-ce que justement ce système de valeurs n'a pas tendance à devenir par nature totalitaire, en particulier quand il est caché et non-dit ? Ce qui est le cas de la grande bourgeoisie. Et je n'ai toujours pas de réponse concernant l'Etat subsidiaire.

Michel Juffé : Je vais y répondre en un deuxième lieu, parce qu'il faut essayer d'éclairer l'histoire de la grande bourgeoisie et du capital. Quand tout à l'heure j'ai dit que je n'étais pas marxiste ou que je ne l'étais plus, c'est parce qu'effectivement, pendant très longtemps, j'ai cru que l'économie était un déterminant historique. Je n'y crois plus du tout. Je pense

que le politique est beaucoup plus important que l'économique, et que l'économique n'est qu'un moyen du politique. Mais je prenais tout à l'heure l'illustration de la grande bourgeoisie qui défend non pas ses intérêts, mais, à travers ses intérêts, *son mode de vie*, une vision qu'elle a d'elle-même et de son rôle éminent dans l'histoire. Aujourd'hui, avec l'échec du communisme en URSS et ses satellites, avec la percée de l'ultra-libéralisme — qui ne fait que la servir — elle se sent triompher. Or je crois qu'elle court à sa perte, car nos sociétés, soi-disant modernes, développées, rationnelles, avancées... vont de plus en plus mal, à tous points de vue. Mais elle ne le sent pas, car une partie importante de son idéologie, c'est de vivre complètement à part du reste, du bas peuple, qu'elle méprise, qu'elle exècre, y compris ses propres domestiques, intellectuels et autres. On ne les rencontre pas ces gens-là. Or ce mode de vie complètement à part — cet isolat complet, cette ghettoïsation très luxueuse — demeure caché et ça doit être caché. *Mais c'est d'essence politique, ce n'est pas d'essence économique.* L'économie est le moyen qui permet à ce petit club fermé de rester entre soi, et de temps en temps d'y attirer effectivement des artistes, des top modèles, où qui il veut, enfin tous les fidèles de l'argent-roi. L'économie sert à acheter, mais il n'y a pas que l'économie. C'est pour cela que quand on dit "économie interactive", etc., je dis : oui, d'accord, mais on n'est pas au cœur des choses. Le cœur des choses, c'est le politique.

Et là, je vais dire des choses un peu utopique, pour revenir aux élus. Je dis "utopique" parce qu'on peut prendre ça pour du délire. En effet, le problème de l'élu, c'est qu'il y a des électeurs et des élus, des représentants et des représentés. Si vous prenez un village de cent personnes, faut-il vraiment qu'il y ait un maire, un conseil municipal ? Ne peut-on pas se réunir à cent ? Ça peut être un cas de démocratie directe. Si on prend l'échelle 1 000 ou 10 000, ce n'est plus possible, donc il faut des élus. Mais faut-il vraiment qu'il y ait les mêmes modes d'élection pour des entités de cent, mille, dix mille, cent mille, un million, dix millions d'habitants ? Qui réfléchit à cela ? Donc le maire de Paris ou le maire de mon petit village de 200 habitants, ce sont les mêmes structures. Là aussi, on est dans le monolithisme. Et dans une forme d'idiotie, car qu'y a-t-il de commun entre Paris, qui est aussi peuple qu'une province moyenne, qui rassemble une bonne part des ressources matérielles, financières, intellectuelles, administratives, etc. de la France, et un village de 200 habitants ?

Deuxièmement, les élus aujourd'hui en France. Mécaniquement, ils se comportent comme des potentats locaux à cause du mode d'élection, à cause de l'immunité parlementaire, etc. C'est un privilège d'être élu, ce n'est pas une charge. Ce n'est pas un devoir. Je sais qu'ils disent tous : "On est chargé, on n'en peut plus." Mais c'est un privilège qu'ils font tout pour garder. Il n'y en a pas un qui accepte de dire : "Je suis élu cinq ans, puis après je laisse tomber." Pourquoi pas ? Il y aurait limitation des mandats dans la durée. Il y a un tas de réformes possibles du système électoral, du système de représentation qu'on n'envisage guère. Et après ça on va dire : "Les élus se comportent comme des potentats locaux." Mais le défaut est inhérent au système électoral. Si on veut vraiment introduire beaucoup plus de démocratie locale, c'est à ces modes-là qu'il faut réfléchir : qui peut être élu ? Qui ne peut pas être élu ? Combien de temps est-il élu ? Quels privilèges aura-t-il ? Quels devoirs ? Est-il payé, pas payé, doit-il payer ? Je ne dis pas n'importe quoi. Dans l'Athènes du Ve siècle avant Jésus-Christ, il fallait payer pour avoir une charge d'élu. C'est-à-dire qu'on était riche, évidemment. Vous allez me dire : "Du coup, il n'y aura que les riches..." la question est complexe, mais, encore une fois, qui y pense ? Non, on se contente de penser : "Je préfère la Droite ou la Gauche, ou jouer aux boules ou casser de l'immigrant..."

On peut au moins ouvrir la réflexion là-dessus. Je n'ai pas l'impression que ça se fait beaucoup. Il y a peut-être quelques marginaux qui font ça. Mais dans l'ensemble du corps électoral et du corps des élus, en France en tout cas, ça paraît donné et intangible. Tant que cet intangible durera, il ne faudra pas s'étonner que les élus soient des potentats, des prédateurs, etc.

Madame A. : J'aimerais intervenir sur la notion de légitimité des mondes, sur cette idée d'un monde qui serait légitime et d'autres non. Et aussi sur la notion de pluralisme que vous avez énoncée, en partant des préoccupations des gens de la base. Aujourd'hui, on parle du lien social et on parle d'une crise du lien social qui est, pour une large partie, me semble-t-il liée à une crise du travail. Selon moi, le travail est un des grands pôles d'intégration du lien social. Et aujourd'hui, si on parle de crise du lien social et de crise du sens, c'est notamment parce qu'il y a une crise très forte au niveau du travail, au niveau de l'emploi.

Je m'interrogeais sur cette crise du travail. A un moment donné le travail a été très intégrateur, et il a permis la création et la constitution d'identités très fortes. On parle des corps de métiers, des cheminots, des conducteurs, etc. Ce sont des gens qui se retrouvent sans travail, parce que les conditions d'exercice du travail ne sont plus les mêmes. Et ces gens ne légitiment pas les mondes de l'insertion, parce que le seul mode de reconnaissance et de légitimité qu'ils connaissaient, c'était le travail. Et ils se retrouvent exclus d'une sphère qui pendant longtemps a été prééminente en terme d'intégration.

Nous parlions du rapport au politique. Dans le même temps il y a eu une désaffection assez importante des citoyens sur la gestion des affaires de la Cité, au profit justement de cette sphère du travail. C'est vrai qu'on peut envisager une organisation différente et un rapport différent aux politiques. J'irais plus loin. Ce n'est pas seulement un mode d'organisation vis-à-vis de nos représentants qu'on doit inventer, mais c'est bien un rapport au politique. La question est bien de savoir comment on va pouvoir créer un espace public qui permettrait d'inventer ce monde. Et à mon sens, il faut créer cet espace public pour que les gens puissent s'exprimer.

Quand on parle de non-légitimité des mondes, je ne crois pas que seuls les élus locaux et l'Etat ne légitiment pas ces mondes. Je pense aussi que les individus avec leur pluralisme sont prêts à en faire autant. Cela vient peut-être de ce que dans les associations qui se créent ou dans les communautés, on retrouve surtout des salariés. C'est-à-dire que les gens qui s'investissent dans la gestion des affaires de la Cité, ce sont des gens qui sont par ailleurs intégrés dans le monde du travail.

Je pose la question suivante. Est-ce que ce n'est pas un pis-aller, ces mondes qui ne sont pas légitimés ? Et comment va-t-on établir un lien avec la rationalité instrumentale ? Je l'appelle rationalité instrumentale en signalant que je suis d'accord avec Christine, quand elle dit qu'il y a prééminence de la logique économique. Derrière cette prééminence je ne mets pas forcément des méchants, mais je constate la prééminence d'une rationalité instrumentale qui gagne toutes les autres sphères.

Vous parlez d'un syndicaliste qui aurait une attitude différente dans un monde ou dans un autre. On peut prendre le cas de n'importe quel individu qui a un comportement différent dans le monde de l'entreprise, ou dans son quartier, ou chez lui. Est-il possible de

jouer avec des systèmes de représentation complètement contradictoires ? Qu'est-ce qui va, à un moment donné permettre le lien social et la cohésion, y compris au niveau d'un même individu, par rapport à des valeurs contradictoires ?

Quand monsieur dit : "je pense que le lien social se fait aussi au niveau économique", je ne vois pas comment les valeurs qui sont sous-tendues par une exigence ou par une rationalité économique essentiellement porteuse d'inégalités, peuvent être constitutives du lien social. Je ne vois pas comment. Si on est dans une sphère économique de plus en plus prégnante, dont les valeurs sont porteuses d'inégalités et dont ces valeurs entrent en contradiction avec des valeurs familiales ou communautaires ou même religieuses, je ne vois pas comment on va pouvoir parler du lien social.

Je veux bien un pluralisme, mais jusqu'à quel point ? C'est-à-dire : est-ce qu'on accepte le pluralisme au risque d'être complètement clivé ? Je ne vois pas bien comment on va finir. Le pluralisme oui, mais jusqu'où ? C'est-à-dire par rapport à quelles valeurs portées. Et il me semble qu'il y a une contradiction entre différentes sphères auxquelles on appartient, ce qui est générateur d'identités multiples. On peut aussi parler d'identités multiples, mais à un moment donné on est des êtres entiers. Par rapport aux individus, il y a cette question qui se pose. Et pour la constitution du lien social, il ne me semble pas que ça renvoie seulement à la question de l'Etat, des élus locaux.

Michel Juffé. Là où je suis en désaccord avec vous c'est sur la proposition consistant à faire dépendre la crise du lien social de celle de l'emploi, de la crise du travail. Je pense qu'il y avait une crise antérieure, idéologique, culturelle, autour de la question de l'Etat-Providence, crise qu'on a totalement minimisée. Quand on reprend les textes des années 1960-1970 sur la désresponsabilisation des usagers par rapport au service public, la passivité du citoyen, le refoulé social qu'est la démocratie directe, on se dit que bien antérieurement, il y a une crise du sens. Cette crise n'est pas liée à la crise du travail. La crise du travail est venue évidemment l'amplifier de manière extraordinaire. Mais je crois que la crise du travail s'alimente à cette crise antérieure du sens, qui est exactement ce que vous dites. C'est sans doute ce que dit aussi Habermas : "l'envahissement, la domination de la rationalité instrumentale sur les mondes vécus". Et là-dessus, je serais assez d'accord avec vous, sur ce pronostic, produisant des pathologies sociales.

A l'heure actuelle, je travaille près du boulevard Saint-Germain. Des librairies comme *La Hune*, *Le Divan*, tout cela va disparaître — ou peut disparaître — au nom d'une rationalité financière. Toute la culture, à l'heure actuelle, tous les modes de fonctionnement sont mis en question. Nous sommes dans une rationalité de domination économique marchande. La seule nuance que j'ajouterai, c'est qu'il me semble qu'il y a une crise de sens antérieure, une crise de la culture, qui touche au fondement de nos valeurs, c'est-à-dire des valeurs dominantes auxquelles il est interdit de toucher et qui sont pourtant directement la source des problèmes que nous voyons : chômage, racisme, xénophobie, obsession de la croissance économique, ignorance du reste du monde, etc.

Madame A. : Il est vrai, me semble-t-il que la première crise a été celle de l'Etat-Providence, qui a provoqué la désaffection vis-à-vis du politique. C'est clair. Mais le travail était cependant un grand intégrateur. Il a été constitutif d'identités fortes, d'identités collectives, la classe ouvrière, par exemple, des choses de ce type-là. C'est pour cela que j'insiste sur l'importance à la crise du travail dans la crise sociale actuelle. En admettant effectivement

qu'auparavant la crise du sens avait commencé avec notamment la critique du rôle de l'Etat.

Michel Juffé : Mais ce n'est pas le travail en tant que travail qui est en crise. Ce n'est pas le travail en tant qu'activité économique, en tant qu'activité productrice. C'est le travail en tant que devenu valeur suprême d'une civilisation qui met la puissance au-dessus de tout. Sous ces réserves-là, je suis d'accord. Ce n'est pas le travail en tant que tel qui est en crise. C'est le travail sacralisé comme instrument de puissance. Et ce qu'on appelle "rationalité économique" ou "instrumentalité rationnelle", ce sont des moyens de cette puissance.

On vit dans une recherche effrénée de puissance, qui met au premier rang l'économie, parce que l'économie consiste à obtenir beaucoup avec peu. Et pour cette raison encore, quand on dit que c'est l'économie, que c'est le monde marchand qui est en cause, je ne suis pas d'accord. L'économie est dangereuse lorsqu'elle est au service de la recherche de la puissance. Et c'est ça qui est dangereux, qui est mortifère, qui est aliénant. Mais, encore une fois, la visée est politique, la visée réelle est qu'il y ait des surhommes et des sous-hommes. Il faut dire les choses comme elles sont. Alors ça peut prendre des allures très diverses ; ça peut prendre les allures de la société de caste en Inde, du mandarinat en Chine, de l'impunité des élus et des élites en France, du sacre de l'argent aux Etats-Unis, etc. C'est-à-dire que dans certains endroits de la terre, ou dans beaucoup, peut-être dans tous — mais j'espère que non — des hommes veulent être des surhommes et rêver d'immortalité, etc., comme des dieux.

C'est ça le danger permanent qu'on court. De quand ça date ? Je n'en sais rien. Du coup, le travail est devenu une valeur centrale — alors là je redeviens marxiste — complètement aliénée. Parce que quand on fait croire à des gens qu'en travaillant ils vont se sanctifier, se sauver, etc., alors qu'ils deviennent des instruments machiniques de la puissance d'autres, là l'analyse marxiste reste parfaitement vraie. Elle est incontestable. Là où, à mon avis, Marx s'est trompé, c'est quand il a dit : "Le ressort est économique." Je ne crois pas. Le ressort est politique. C'est l'envie de puissance. Marx le sociologue observateur est génial. Marx l'économiste théoricien s'est fourvoyé.

Évidemment, quand les gens n'ont plus que ça, le travail, l'espace public" ou "espace politique" n'existe plus parce que le seul espace réel, pour eux, est l'espace de l'entreprise et du travail. L'espace politique, on ne sait plus ce qu'il est. Bien sûr que ça dépasse de loin la question des relations élus/électeurs, etc.

Le très gros problème qu'on a aujourd'hui — et là je rejoins plutôt les analyses d'Hannah Arendt, car celles d'Habermas me paraissent encore superficielles, son espace public est abstrait, kantien si je puis dire — c'est *de redécouvrir et de redéployer cet espace politique*. Sauf qu'on ne sait plus très bien comment, parce qu'on ne va pas imiter les Grecs, on n'en est plus là. Chez les Grecs, en effet, le système reposait sur 90 % d'esclaves. Et même s'ils étaient, paraît-il, bien traités, ce n'étaient pas des citoyens, mais des biens domestiques. Or, tant que cet espace public ne sera pas réouvert, dimensionné, etc., on se raccrochera à la valeur du travail, puisqu'on nous a mis à tous dans le crâne depuis deux ou trois cents ans que si on n'a pas un boulot, et un boulot noble si possible, ou un boulot qualifié, etc., on n'est rien du tout.

Et comme il n'y a plus d'espace public, eh bien il faut se raccrocher à cet espace privé. Car l'espace du travail est un espace privé, il ne faut pas oublier ça, même si on est dans la

fonction publique. Ce n'est pas un espace de débat public. Le lien essentiel dans le travail, qu'il soit du service public ou du service privé, est un lien de subordination entre employé et employeur, ou contractuel entre client et fournisseur, mais ce n'est pas un lien entre concitoyens, égaux en paroles, droits et devoirs. Ce qui fait que les idées de " démocratie dans l'entreprise ", et même, à une autre échelle, de " citoyenneté d'entreprise " sont des absurdités. Le travail est fait pour maintenir en vie et pour améliorer les conditions de vie, pas pour y débattre de la vie civile, publique, politique.

Le thème de l'espace public me permet d'essayer de répondre à cette question difficile des limites du pluralisme. Jusqu'à quel point pluraliste ? Je dirais qu'il n'y a pas de limite au pluralisme. Le problème, c'est quel genre de pluralisme. Parce que si le pluralisme, c'est la schizophrénie qui fait que dans mon bureau je suis un despote, dans mon village je suis un citoyen jovial et convivial, et dans ma ville je suis un démocrate représentatif... si je suis clivé entre ces positions, il y a une segmentation entre plusieurs monopoles qui s'exercent à l'intérieur de moi, je ne suis pas dans le pluralisme au sens que j'essaie de développer.

Pour moi, l'idée tient à ce que j'entends par *métissage*. C'est ça le vrai pluralisme. Le pluralisme ne tient pas au constat qu'il y a des petits bouts de monde qui se développent chacun dans son coin. Ce sont des isolats, ça. C'est l'intégrisme. C'est le repli identitaire, ou communautaire. Cela peut donner prise à un sectarisme dangereux.

Le problème qu'il y a derrière tout cela — et là j'avoue que pour moi c'est une question, et je n'ai pas beaucoup de réponses — derrière cette pluralité, c'est " n'y a-t-il pas quand même des valeurs communes, fondamentales à toute l'humanité ? " Sinon, comment la pluralité pacifique, ouverte, généreuse, sera-t-elle possible ? Quand on lit les réponses connues à cette question, elles sont tellement divergentes qu'on se dit : ou on n'a pas creusé assez, ou on n'est pas assez intelligent, ou on n'est pas assez généreux. Ou alors il n'y a pas de valeurs communes, c'est un leurre. Parce que les valeurs fondamentales du bouddhisme, du christianisme, de l'islam, du marxisme, du libéralisme et de n'importe quel -isme que vous voudrez sont largement divergentes. Est-ce que derrière tout cela il y en a qui sont vraiment fondamentales ?

Je suppose que oui, par optimisme, disons politique. C'est-à-dire que je suppose que l'humanité est une au fin fond. Et je ne parle pas de biologie ou même de démographie : cela c'est prouvé. Je parle de lien social, de religion, d'esprit. Y a-t-il des lois communes pour tous ? A ma connaissance, aucun ethnologue ou sociologue ou psychanalyste ne les ont encore mis en évidence. Ou plutôt certains disent : "C'est l'interdit de l'inceste." D'autres disent : "C'est le meurtre." Mais il n'y a pas de théorie unitaire que tout le monde partage. Ça viendra peut-être, je l'espère.

Madame A. : Je vais vous rejoindre, je pense, en bout de course, sur ce que vous venez de dire là. Mais je voudrais faire une remarque par rapport au vocabulaire qu'on utilise en débattant autour de la question du sens : rationalité économique, rationalité financière, grande bourgeoisie, société marchande, marchandisation. On n'utilise pas les mêmes termes et on ne dit pas non plus la même chose. En particulier quand tout à l'heure vous disiez que vous étiez d'accord avec moi quand je dénonçais la rationalité économique. Je n'ai pas dénoncé la rationalité économique. Ce que je dénonce, c'est plutôt la rationalité financière, le fait qu'on transforme l'économie en finance.

Cela dit, de toute façon, ça me sert seulement d'exemple pour venir à l'essentiel de ce que je voulais dire, parce qu'on ne va pas aboutir là-dessus spécialement ce soir. Ce qu'en fait je reprocherais surtout au système, c'est que c'est un système auquel il faut arracher le droit de réfléchir. On n'a pas le droit, dans le système qu'on subit, de passer du temps, et on a de moins en moins le droit de passer du temps à pointer de quoi on parle, comment on essaie de résoudre, qu'est-ce qu'on a à faire. C'est pour cela que je disais tout à l'heure que la marchandisation bouffe les autres mondes. Je ne partage pas ce vocabulaire, mais ce monde finit par dominer de façon complètement écrasante, parce que par nature il repousse, il rejette la possibilité justement d'être remis en question. Il a besoin de l'accélération. Il a besoin de la vitesse, il a besoin — évidemment c'est une analyse qui n'engage que moi — de nous mettre en situation d'aller toujours plus vite pour ne pas avoir la possibilité de mettre en question le système tel qu'il fonctionne.

Je globalise, mais je pense vraiment que ce n'est pas du tout un hasard, cette question de l'instrumentalisation. Ce n'est pas seulement une instrumentalisation, une espèce d'automatisme qui est créée par je ne sais quoi. C'est aussi une instrumentalisation qui est inscrite dans la nature du système. Combien y a-t-il de milliers de gens dans ce pays qui participent à des réunions sur la question de l'insertion, par exemple, qui participent à des grandes messes sur ces questions, qui participent à un tas de pseudo-réflexions, mais auxquels on ne donne pas la possibilité réellement de discuter, de mettre en question, de réagir, de reconstruire à partir d'une problématisation de ce qui se passe. On est obligé de s'inscrire dans le système tel qu'il est, sinon on s'exclut complètement. Et si on s'exclut complètement on n'a pas la possibilité de se réintégrer.

Michel Juffé : C'est insoluble alors ?

Madame A. : C'est difficilement soluble. Je vous remercie, parce que ça va me permettre d'atterrir en rattachant avec notre début de débat sur les élus. Parce que les élus sont eux-mêmes soumis à un système. Mais on est tous coincé dans des systèmes dont il est devenu extrêmement difficile de s'extraire. Je tends à penser que c'est à cela qu'il faut réfléchir. Comment arriver à s'extraire du système ?

Michel Juffé : Je voudrais relever deux choses, vous avez dit "on" et "on"; c'est-à-dire "on" ne peut pas et "on" nous oblige. C'est qui "on" ?

Madame A. : Je peux vous le dire. Justement, ceux qui ont la possibilité de dire : tel système et tel monde sont légitimes, et tel monde ne l'est pas, ceux-là sont des gens qui ont le pouvoir. Je pense que ça existe le pouvoir. Donc ceux-là sont les "on" qui nous empêchent. Et l'autre "on", c'est nous, c'est vous et moi.

Michel Juffé : J'avais bien compris. Mais je crois que ça n'existe pas. Je veux dire par là qu'il y a des gens qui ferment un système, parce qu'ils défendent leurs intérêts, leur champ à eux. Des gens qui protègent leur champ et qui excluent tout ce qui est différent, hétéronome, hétérodoxe, hérétique, etc. parce qu'ils tiennent à leur bout de gras.

Ceci dit, "on", vous et moi, ce "on" peut ce soir dire autre chose. "On" peut l'écrire, "on" peut l'imprimer, etc. Non sans difficultés. J'ai publié ce bouquin sur le lien social il y a un an et demi ; je peux vous dire qu'il a très peu de succès. Il y a peu de chances que je rencontre un grand succès populaire ou unitaire. C'est évident. Mais qu'est-ce qui empêche

que souterrainement ce genre d'ouvrage puisse avancer ?

Prenez les idées de Freud ou de Marx. Au XXe siècle, ce sont devenues des idées très vendues. Pendant dix, ou vingt, ou trente ans, ce qu'écrivait Marx, ça n'avait pas un grand succès, et que le marxisme était très très minoritaire. Quant aux idées de Freud, il a fallu dix ans pour qu'elles commencent à être admises dans un petit milieu autour de lui et dix ans de plus pour qu'elles sortent de ce cercle. Un grand philosophe du siècle dernier, Schopenhauer, il a fallu cinquante ans pour qu'un livre génial — *Le monde comme volonté et comme représentation* — soit connu, car il s'opposait à l'hégélianisme alors triomphant. N'empêche que ça a fini par pénétrer.

Donc ce monde n'est pas entièrement clos. Et les "on" qui dominent ont des failles, des trous. Ils ne sont pas sûrs d'eux et les choses peuvent se faufiler. Donc, "on" n'est pas interdit de parole, "on" n'est pas interdit de penser, "on" n'est pas interdit de publication. C'est difficile, mais pas plus que ça. Ou alors on serait dans un monde totalitaire. Mais on n'est pas dans un monde totalitaire... encore.

Madame A. : Soit je me suis très mal expliqué, soit vous n'avez pas du tout entendu le point de départ. J'étais trop longue. Je vous rejoins tout à fait : il y a une quantité de réflexions. Par exemple, je ne crois pas du tout au mot d'ordre de la pensée unique, à l'idée qu'il y aurait une pensée unique. Je crois au contraire qu'il y a un foisonnement d'idées qui est phénoménal. Donc je suis complètement d'accord. Ce que je disais, c'est que c'est un système dans lequel il faut arracher le droit de réfléchir. Ce qui est complètement différent. C'est-à-dire que justement ces pensées-là, justement ces réflexions-là il faudra arriver à les faire intégrer par le système. On a le droit de réfléchir. Or, on nous le refuse.

Michel Juffé : C'est là où je ne suis pas d'accord avec vous, c'est "on" et "on". Il faut s'arracher à soi-même aussi, parce qu'on a une sacrée tendance soi-même à développer un courant de pensée qu'on croit très original, etc. Alors qu'on est dans un truc à la mode, ça arrive très souvent. Donc, ce n'est pas s'arracher rien qu'aux autres qui nous empêcherait de penser. C'est s'arracher à soi-même aussi. Et moyennant cette additif, je suis d'accord.

Madame A. : Oui, je suis d'accord.

Bernard Eme : Essayons de raisonner en termes de rapport de force. Reprenons notre fil de tout à l'heure : ce qui est en train de naître, cette hybridation entre l'économie marchande ou culturelle. Je crois que cette hybridation ne peut pas se faire comme ça. Quelle chance cela a de faire pression, quelle chance cela a de changer les choses ? Est-ce que ça restera marginal, ou est-ce que c'est un espoir ? On n'a pas forcément la réponse. Mais est-ce que c'est une des voies ? Parce que ce que l'on recherche aussi, c'est de redonner sens, c'est de trouver des voies, en tout cas d'essayer, d'expérimenter.

Michel Juffé : C'est un peu compliqué. On parle du général, on parle du particulier. Revenons à des constats simples. Par exemple, que le lien social a été fondé sur des réalités différentes au cours de l'histoire. Et que ça peut encore bouger, que cette espèce de puissance économique, cette légitimité de la domination de la puissance économique peut s'effondrer du jour au lendemain. Il y a eu le lien social par le politique. Il y a eu le lien social par le religieux. C'était le religieux qui fondait le lien social. Puis il y a eu l'économie.

Bernard Eme : Mais justement, à l'heure actuelle, est-ce qu'on n'est pas devant des formes d'effritement ? Je crois qu'on ne fait pas assez attention à ce fourmillement à l'heure actuelle. On parle d'aliénation, de domination. Ce vocabulaire revient. Et ce n'est pas un hasard, c'est sans doute juste. Et en même temps, à travers tous ces acteurs que je vois, je crois qu'il y a un fourmillement. C'est vrai qu'il n'y a pas qu'une pensée unique. Je suis tout à fait d'accord avec vous.

Simplement, ce qui se cherche à l'heure actuelle ce sont de nouvelles formes d'espace public. Vous disiez bien qu'il faut arracher le droit de réfléchir, qu'on n'a pas la possibilité de discuter, de mettre en question. Je crois que les anciennes formes d'espace public sont obsolètes. Elles continuent, bien sûr. Mais on cherche quelque chose d'autre. On cherche des espaces de discussion politique autres, un espace public autre. Et je crois qu'un nouvel espace public est en train d'émerger sans qu'on ne le voit, d'une manière extrêmement souterraine, à travers de petites expériences.

Par exemple, je viens de faire une étude sur Montreuil. C'est famineux ce qui se passe là-bas dans les relations entre artistes, intellectuels, immigrés. Il se construit quelque chose d'hybride, justement. On n'a plus les artistes seulement d'un côté. J'ai du mal à en parler parce que c'est difficile à nommer. C'est une espèce d'innovation souterraine, difficilement pensable dans les catégories. Donc, pour l'instant je ne vois pas trop. Moi qui suis plutôt pessimiste, là je vois quelque chose qui se joue.

Juste pour finir. Vous dites : "Comment peut-on s'extraire du système ?" Effectivement, si le système est devenu la société, il n'y a pas d'ailleurs. Je suis plutôt sur une problématique d'Habermas, consistant à contrer le système en construisant de nouvelles formes de résistance au système. Parce que le système a bouffé la société. C'est ce que vous disiez, au fond. Vous disiez : "La logique économique a bouffé..." Moi je pense : système = société à l'heure actuelle. Seulement, c'est vrai en apparence, de manière souterraine ce n'est pas vrai.

Par exemple et je finirai là-dessus. Il n'y a pas de crise de la famille. Il y a un dynamisme extraordinaire des formes de solidarité familiale à l'heure actuelle. La famille se recompose, se transforme, se modifie dans ses fonctionnements, ses régulations. Il n'y a pas une crise de la famille ; c'est la famille qui se transforme. Et de nouvelles potentialités se créent, de nouvelles formes de construction de l'espace privé, en relation à l'espace public sont en train d'émerger. Par exemple, les parents divorcés interviennent dans l'espace public sur leurs affaires privées. Ça change radicalement les choses.

Michel Juffé : Tous les colosses ont des pieds d'argile. Ça veut dire qu'on n'a jamais vu dans l'histoire de l'humanité une superpuissance qui se maintienne éternellement. La plus forte puissance dans notre monde à nous, c'étaient les catholiques. Le capitalisme moderne, ce sont de petits enfants à côté d'eux, sur le plan de l'interdiction, de la maîtrise des gens. Posséder l'âme des gens, c'était beaucoup plus fort que de posséder leur force de travail. Le monstre est d'autant plus monstrueux qu'on le voit comme tel et qu'on s'y soumet. Je reste optimiste.

Deuxièmement, c'est vrai qu'on a cru — Condorcet, Auguste Comte, Marx, Spencer, Toynbee, etc.- à des stades de développement de l'humanité. C'est une chose qui vient de tomber. C'est pour cela qu'on dit que les grandes idéologies sont tombées. On n'y croit plus.

On voit des formes anciennes ou supposées anciennes se juxtaposer à des formes modernes, ou des formes qui régressent, etc. On croyait à une substitution régulière de formes de l'humanité, c'est-à-dire le religieux, le politique et l'économique. Plus aucun ethnologue, économiste, sociologue ou autre chercheur en sciences humaines un peu qualifié ne pourrait plus, à présent, dire un truc pareil... Ça veut dire que si le passé est entièrement déterminé — parce qu'évidemment il l'est par définition, le temps social est irréversible — le futur, lui, est entièrement à déterminer. C'est quand même rassurant, même si ça exige de nous de l'imagination et la capacité à affronter l'inconnu. Évidemment, connaître d'avance le futur c'était rassurant, mais à quel prix ?

Subsidiarité : on n'a toujours pas répondu. C'est un terme que je n'aime pas du tout, parce qu'en fait il est parfaitement jacobin. Les gens qui ont inventé ça et qui l'ont développé, ça n'a jamais été qu'un prétexte au moment de Maastricht pour faire avaler la couleuvre aux gens, à savoir qu'on fait tout pour garder, en réalité, la souveraineté nationale et refuser de construire une Europe politique. C'est vraiment du trompe-l'œil. C'était vraiment ce qu'on appelle parler par antiphrase. Encore une falsification de dirigeants qui n'ont en vue qu'une liberté accrue, pour eux, de se livrer à leurs affaires en toute tranquillité, mais qui n'ira pas jusqu'à un espace politique, social, culturel commun. On n'en prend pas du tout le chemin, à part, peut-être, *Arte*... qui reste cependant purement franco-allemand. Pour tout le reste, le nationalisme ne fait que croître et embellir.

Marc Hatzfeld : Je propose que nous arrêtons ici aujourd'hui cette réflexion vivement animée par Michel Juffé et Bernard Eme que je remercie, et que nous nous préparions à la prochaine rencontre. Le titre de cette prochaine rencontre est, je vous rappelle, « Le management du social à l'épreuve ». Au cours de cette conférence, nous parlerons de la façon dont la mouvance sociale actuelle a tenté de produire des méthodes de pilotage des organisations, et dans quelle mesure ces méthodes sont originales.